



LA GRANDE HÉSITATION

Prévisions à l'exportation
Automne 2016 – Sommaire

La croissance reste hors de portée. Les espoirs d'une progression de l'économie mondiale renaissent et s'évanouissent avec les dernières données publiées. Le triste constat, c'est que plus de sept ans après la Grande Récession – soit presque la durée habituelle d'un cycle de croissance – le dynamisme n'est toujours pas au rendez-vous. Tout au long de cet épisode prolongé, les spécialistes ont débattu des causes de la stagnation et tenté de savoir quand elle prendra fin. Les optimistes ont été à maintes reprises confondus, alors que les tenants de la « nouvelle réalité » ont semblé confortés par la série de chiffres décevants.

À ce titre, l'évolution de la conjoncture est révélatrice. Malgré de bons moments, il est manifeste que depuis la tentative infructueuse de relancer l'économie en 2009, la croissance se fait pour le moins timide. Aujourd'hui, les gouvernements semblent avoir épuisé l'arsenal habituel des politiques, et les efforts déployés pour en tirer le maximum ont compromis la santé des bilans des administrations publiques. D'ailleurs, on s'affaire toujours à remédier aux défaillances du système financier mondial. Plutôt confus et désorientés, les consommateurs et les entreprises de la planète demeurent hésitants. Tout se passe comme si personne ne voulait faire le premier pas.

Conséquence : la frustration est maintenant généralisée. La grogne populaire envers la morosité économique n'a rien de nouveau, mais elle se fait désormais de plus en plus présente dans les économies développées. En juin dernier, le monde a été pris de court par le scrutin par lequel le Royaume-Uni s'est prononcé pour une sortie de l'UE, et ce, malgré une campagne où les deux camps étaient au coude à coude. Il n'est pas clair ce pour quoi la majorité des électeurs a vraiment voté, mais chose certaine le référendum a exposé l'exaspération de la population à l'égard du contexte et sa conviction que la structure actuelle y était pour quelque chose.

Cette situation n'est pas unique au Royaume-Uni. L'électorat dans d'autres bastions des marchés libres, notamment aux États-Unis, est également mécontent. Là-bas, le discours a établi de nouvelles normes en matière d'acrimonie, un ton qui n'a pas manqué d'interpeller un auditoire déjà maussade. Malgré les réussites de l'Amérique, il semble que des légions de travailleurs laissés pour compte par la récession, tout comme ceux qui les côtoient, restent sceptiques. Qui essuient les foudres de tous ces mécontents? Les leaders, les institutions, les entreprises – et même la mondialisation. À vrai dire, cette grogne a jeté le monde dans un débat existentiel qui a ajouté des risques considérables à la structure économique à l'origine des brillants succès du dernier cycle.

Ce débat engendre déjà des effets dévastateurs. En Europe, ce climat d'incertitude a considérablement plombé la croissance. Comme il faudra du temps pour connaître la forme que prendra le nouvel accord entre le Royaume-Uni et le continent, cette « transition » a fait dégringoler la livre sterling et l'euro, sans compter qu'elle influera à court terme sur les projets d'investissement – qui seront retardés, reportés ou carrément annulés. En pareil contexte, nos prévisions de croissance pour 2017 dans la zone euro, établies à 1,8 % au printemps dernier, ont été abaissées à tout juste 1,2 %, en raison des risques de dégradation.

Les répercussions sur l'économie américaine ne sont pas aussi faciles à cerner. De fait, les experts sont divisés. Les virulentes déclarations au sujet de l'Amérique forteresse sont-elles essentiellement des formules rhétoriques ou une réalité imminente? Les références à la construction hypothétique ou réelle de murs à la frontière, aux politiques protectionnistes, au torpillage des négociations commerciales, à l'abrogation d'accords de libre-échange conclus, et d'autres déclarations chocs du même acabit durant la campagne électorale seront soumises à un processus électoral qui pourrait bien être exposé à la même rancœur et à la même paralysie que l'élection elle-même. Un fait est cependant indiscutable : les mécontents délibèrent sur les mérites du système économique en place.

Ce débat ne pourrait survenir à un moment moins opportun. L'apathie prolongée de l'économie mondiale a déclenché une vague de demande comprimée, tant aux États-Unis que dans l'UE. Aux États-Unis, cette vague est manifeste dans le marché du logement, où la construction de maisons nouvelles reste bien inférieure à la demande démographique fondamentale. Or, plus cette dynamique persiste, plus la demande comprimée gonfle. Le potentiel de dépenses est indéniable si nous tenons compte du fait que le consommateur dispose en moyenne d'un revenu en hausse grâce à la solide croissance de l'emploi, à l'augmentation des salaires réels et à la nette baisse des prix de l'essence. De plus, aux États-Unis, le secteur commercial possède d'abondantes liquidités dont il hésite à se départir. En faisant abstraction du secteur des ressources, on constate que les contraintes de capacité accéléreront l'activité d'investissement, qui pourrait être encore plus importante.

L'Europe semble trop préoccupée par ses propres difficultés pour déceler ce potentiel, et ce, malgré la présence d'une demande comprimée sur le marché européen. L'activité de bâtiment sur les marchés résidentiels et non résidentiels a été excessivement léthargique depuis la fin de la récession. Le besoin de nouvelles constructions s'est accru si bien qu'au cours des derniers mois les permis de construire sont en augmentation. Si cette tendance se maintient, il n'y a pas de doute que cette vive croissance se diffusera aux autres pans de l'économie. Malheureusement, l'investissement non résidentiel est particulièrement perturbé par l'incertitude engendrée par des événements comme le vote sur le Brexit. La reprise naissante pourrait donc faire les frais de l'incertitude résultant de ce scrutin.

La demande comprimée est sans doute l'ingrédient essentiel pour dynamiser la croissance économique. Le problème, c'est que lorsque cette demande n'est pas sollicitée, elle passe inaperçue. L'interminable épisode de stagnation où nous nous trouvons a créé la perception que la croissance lente est un trait nouveau et permanent de l'économie auquel nous nous sommes tous adaptés. Ce qui est ennuyeux, c'est que cette situation a un air de déjà-vu. Durant la Grande Dépression, John Maynard Keynes s'était pendant des années inquiété de la stagnation prolongée dans laquelle s'était enlisée l'économie – qui avait depuis un bon moment absorbé les excès des Années folles sans parvenir à redémarrer. Et puis, comme c'est le cas aujourd'hui, un cycle psychologique s'est amorcé : habités par la conviction qu'on ne peut rien espérer de plus que la réalité actuelle, nous nous rallions au nouveau rythme plus lent de l'activité – et tournons le dos à la croissance.

À l'époque, on a préconisé une nouvelle solution pour pallier cette difficulté : le gouvernement a emprunté des fonds, qu'il a par la suite affectés à la relance de l'activité et récupérés par la taxation dès l'éclaircie économique. D'éminents économistes sont d'avis que c'est la solution qu'il nous faut aujourd'hui. Par malheur, notre capacité à recourir à cette solution est sérieusement réduite. En l'absence d'une solution comparable prête à l'emploi, nous devons vraisemblablement composer avec la stagnation et une frustration populaire grandissante, cette dernière étant en soi une entrave à la croissance. Résultat : nous traversons une étape périlleuse que l'on pourrait qualifier de Grande Hésitation, un mouvement où les marchés développés occupent l'avant-scène.

Or, cette Grande Hésitation gagne les marchés émergents. À la charge des pays de l'OCDE pour tirer la croissance du commerce mondial, les marchés émergents ont pendant des années comblé le déficit de croissance au moyen de vigoureuses mesures de relance. C'est un exploit des temps modernes que la Chine et l'Inde ont jusqu'ici réussi à accomplir. Cependant, dans le cas de la Chine, le recours à de telles mesures durant des années a non seulement montré ses limites, mais il s'est aussi heurté à l'imposant mur démographique érigé par la politique de l'enfant unique. Malgré tout, la croissance de 6 % ajoute au PIB de la Chine autant que l'essor économique de 18 % observé il y a à peine quelques années. Si le pays de l'Empire du Milieu réussit à opérer le virage vers une économie dont le dynamisme est davantage axé sur la consommation, il pourrait bien atteindre un taux de croissance viable plus près de 8 %.

D'autres pays suivent un parcours plus mouvementé. Assaillie par les sanctions, la Russie a subi une contraction de son PIB. Le plongeon des cours des produits de base n'arrange pas les choses et survient à un moment pour le moins délicat. Au Brésil, la congestion des infrastructures nationales, exacerbée par le scandale de corruption gangrenant le secteur de la construction, est la principale cause du net repli de l'économie. Dans ces deux cas, le déclin de l'activité s'explique par des facteurs intérieurs. Les difficultés de ces deux pays occultent leur véritable potentiel, et en remédiant aux principaux problèmes – une tâche sans doute plus aisée à mener à bien en Russie qu'au Brésil –, ces deux économies pourraient orchestrer une remarquable reprise économique.

L'Inde fait bande à part. Sa croissance s'oriente à la hausse et a désormais éclipsé celle de la Chine. Grâce à sa population importante et en plein essor, l'Inde continuera de profiter de perspectives très favorables à court et à long termes.

Vu l'hésitation à l'échelle mondiale, il est peu probable qu'on assiste à un rebond imminent des cours des produits de base. Si on en juge par l'abondance de l'offre de pétrole, de gaz naturel et de métaux de base, il s'écoulera des années avant d'observer des hausses sensibles des cours. Toutefois, la réaction excessive au plongeon étant terminée, les producteurs de produits de base auraient déjà fait face au pire. Ainsi, pendant les deux prochaines années, nous tablons sur une modeste remontée des cours dans l'énergie et les métaux de base.

Les conditions modérées tempéreront les mesures prises à court terme par la plupart des banques centrales, qui connaissent des moments d'hésitation depuis des années. En fait, il y a fort à parier que la Banque centrale européenne, la Banque d'Angleterre et la Banque du Japon maintiendront leur version particulière de la politique d'assouplissement quantitatif durant cette période temporaire d'incertitude. En revanche, comme la demande exerce des tensions sur la capacité économique, la Fed devrait relancer son cycle de resserrement en décembre et relever avec plus de constance les taux en 2017 et par la suite, ce qui constitue le signe le plus sûr d'un ancrage solide de la croissance économique aux États-Unis.

Les fondamentaux plutôt apathiques du côté de la consommation et du marché du logement, de pair avec les suppressions induites par les cours dans le secteur des ressources, écarteront toute modification des taux d'intérêt à court terme par la Banque du Canada cette année et l'an prochain. Dans ce contexte, le creusement de l'écart avec les États-Unis, de même que les cours en berne des produits de base et le flot incessant de capitaux cherchant refuge dans des actifs libellés en dollars américains sont autant de facteurs venant encore plus assombrir les perspectives à court terme d'un huard volant obstinément à basse altitude. Ainsi, par rapport au billet vert, notre dollar devrait en moyenne se négocier à 76 cents cette année et à 77 cents en 2017.

Les perspectives de faible appréciation de la monnaie et la constante avancée de l'économie américaine amélioreront à court terme la tenue des exportations canadiennes. La croissance des résultats a été bridée depuis le début de l'année puisque l'atonie dans l'énergie et les mines a annulé les gains très encourageants dans les industries de l'automobile et des biens de consommation. En 2017, l'impulsion sera imprimée par le net redressement des expéditions énergétiques, et ce, après les arrêts de la production cette année en raison des incendies de forêt en Alberta. La filière aéronautique assistera à une embellie semblable à la fin de 2016 et l'an prochain. On s'attend à ce que la performance dans les secteurs de l'automobile, de la foresterie, de l'agroalimentaire et des biens de consommation continue de contribuer au dynamisme général. Ainsi, dans le cadre de nos prévisions, nous anticipons une croissance nulle cette année, mais un regain de 3 % en 2017. Les répercussions liées à l'incertitude créée par le sentiment d'opposition au commerce extérieur aux États-Unis et au Royaume-Uni présentent la menace la plus sérieuse de dégradation des perspectives à court terme pour les exportations canadiennes.

Ce portrait pourrait être jugé complet, le principal message étant de privilégier la prudence pendant le tournant négocié par l'économie mondiale. Ce message serait vrai si celle-ci se trouvait au pic du cycle économique et exhibait une foule de signes des excès d'avant la récession. Mais ce n'est manifestement pas le cas. Nous traversons aujourd'hui ce passage de la Grande Hésitation alors même qu'il existe de multiples preuves accréditant la présence d'une demande comprimée, tout particulièrement parmi les principaux clients des exportateurs canadiens. Certains acteurs du marché cherchent à se mettre à l'abri. Pourtant, le message que doivent retenir les exportateurs canadiens est que les concurrents pourraient bien délaissier certaines des meilleures occasions du présent cycle de croissance – et que dans ces circonstances une analyse poussée de la situation s'impose. Au gré de l'augmentation des risques, les exportateurs auront besoin de faire appel à EDC ou à d'autres organismes pour trouver des solutions d'atténuation des risques. Pour quiconque est en quête de croissance, les occasions foisonnent.

Conclusion? La frustration envers la morosité de l'économie a gagné la population en général, qui n'hésite pas à s'attaquer aux politiciens, aux institutions, aux grandes entreprises – et même à la mondialisation – d'une manière qui fait peser des risques prépondérants sur l'activité à court terme du commerce international. Cela survient au moment où la demande est en expansion et où les occasions abondent. Examiner avec prudence ces débouchés, alors que d'autres y renoncent, pourrait générer des dividendes substantiels. Malgré l'hésitation aux proportions planétaires, voilà un moment privilégié de saisir de belles occasions.

Peter G. Hall

Vice-président et économiste en chef

Tableau 1 : Principales estimations économiques

PRINCIPAUX MARCHÉS	2013	2014	2015	2016 (p)	2017 (p)
PIB (en %, a/a)					
Canada	2,2	2,5	1,1	1,3	2,0
États-Unis	1,5	2,4	2,4	1,5	2,4
Zone euro	-0,3	0,9	1,7	1,5	1,2
Japon	1,4	0,0	0,5	0,5	0,8
Marchés développés	1,2	1,9	1,9	1,5	1,8
Asie émergente	6,9	6,8	6,6	6,4	6,4
Amérique latine et Antilles	3,0	1,3	0,0	-0,5	1,7
Europe émergente	4,1	3,4	2,0	1,0	1,9
Afrique et Moyen-Orient	3,1	3,4	2,6	2,8	3,3
Marchés émergents	4,9	4,6	4,0	4,0	4,6
Total mondial	3,3	3,4	3,1	3,0	3,4
Devises					
USD/CAD	0,97	0,91	0,78	0,76	0,77
Cours des produits de base					
WTI (USD/baril)	98 \$	93 \$	49 \$	42 \$	45 \$
Bois d'œuvre (épinette-pin-sapin de l'Ouest, en milliers de pieds-planche)	355 \$	349 \$	278 \$	313 \$	335 \$
Cuivre (USD/tonne métrique, LME)	7 322 \$	6 862 \$	5 494 \$	4 739 \$	5 127 \$
Autres					
Mises en chantier, É.-U. (en milliers d'unités)	925	1 003	1 112	1 190	1 350

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

Tableau 2 : Prévisions des exportations canadiennes de marchandises, par région

PRINCIPAUX MARCHÉS	G CAD 2015	Part des exportations (en %) 2015	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2015	2016 (p)	2017 (p)
Marchés développés					
États-Unis	366,5	76,1	-2,6	0	2
Europe occidentale	37,2	7,7	-5,2	-2	3
Japon, Océanie et Asie développée	22,0	4,6	-6,2	-4	2
Marchés émergents					
Amérique latine et Antilles	13,9	2,9	4,2	1	3
Europe émergente et Asie centrale	3,0	0,6	-14,6	2	2
Afrique et Moyen-Orient	8,3	1,7	-1,7	-3	4
Asie émergente	30,8	6,4	10,1	-3	4
Total des exportations de biens	481,7	100,0	-2,1	0	3
Total – Marchés émergents	56,0	11,6	5,1	-2	4
Total – Marchés développés	425,7	88,4	-3,0	0	3

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

PRÉVISIONS SECTORIELLES

Les exportations canadiennes de biens et de services connaîtront une croissance nulle en 2016, puis un regain de 3 % en 2017. Les exportations de services seront à l'origine de ce sursaut, tandis que les exportations de biens resteront stationnaires, pénalisées par la contraction marquée de l'activité dans l'énergie, les engrais de même que les minerais et les métaux.

Le recul des cours entravera dans la plupart des cas le dynamisme des exportations de biens en 2016, mais la fermeté de la demande américaine et un huard peu gaillard atténueront quelque peu l'effet du recul. Cette année, le repli dans l'énergie et les engrais sera en partie compensé par la vive poussée dans les filières des véhicules et des pièces automobiles (+16 %) et des biens de consommation (+11 %).

L'embellie de 3 % de la croissance des exportations de biens l'an prochain sera étayée par des gains de 3 % du côté des ventes vers les marchés développés, contre 4 % des ventes à destination des marchés émergents. Les exportations énergétiques orchestreront une nette reprise en 2017, portées par le redressement soutenu des cours et le relèvement des volumes par rapport à 2016, lorsque la production avait souffert des incendies de forêt en Alberta.

Par ailleurs la croissance sera robuste dans les secteurs de l'aéronautique, des engrais et des biens de consommation, qui profiteront du réveil de la demande américaine. Malgré l'appétit des consommateurs américains pour l'achat de nouveaux véhicules, le volume des exportations d'automobiles et de pièces diminuera du fait de l'arrêt de la production de certains modèles de GM à la chaîne d'assemblage d'Oshawa. De même, la baisse d'activité dans l'industrie forestière sera attribuable en partie à l'imposition de nouveaux droits de douane sur le bois d'œuvre canadien et à l'essoufflement continu de la demande mondiale adressée au segment du papier.

Tableau 3 : Prévisions des exportations canadiennes de marchandises, par secteur

PRINCIPAUX SECTEURS	G CAD		Part (en %) des exportations		Prévisions des exportations (croissance en %)	
	2014	2015	2015	2016 (p)	2017 (p)	
Agroalimentaire	61,4	10,6	9	3	3	
Énergie	98,9	17,0	-30	-15	12	
Foresterie	34,7	6,0	7	7	-1	
Produits chimiques et plastiques	45,1	7,8	8	3	4	
Engrais	8,8	1,5	29	-28	6	
Métaux, minerais et autres produits industriels	73,0	12,5	0	-7	3	
Machinerie et équipement industriels	33,3	5,7	9	0	4	
Avions et pièces	16,5	2,8	14	6	7	
Technologies de pointe	16,1	2,8	11	2	1	
Véhicules automobiles et pièces	78,2	13,4	15	16	-7	
Biens de consommation	10,0	1,7	30	11	6	
Transactions particulières*	5,6	1,0	34	9	3	
Total – Secteur des biens	481,7	82,8	-2	0	3	
Total – Secteur des services	100,1	17,2	5	4	5	
Total des exportations	581,8	100,0	-1	0	3	
Pour mémoire						
Volume total des exportations			5	2	2	
Export. de biens nominales (énergie exclue)	382,8	65,8	9	3	1	
Export. de biens nominales (autos et énergie exclues)	304,5	52,3	8	0	3	

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2015 sont réelles, celles de 2016 et de 2017 sont des prévisions.

Les transactions particulières* désignent surtout les transactions de faible valeur, la valeur des réparations à l'équipement et les biens retournés au pays d'origine.

PRÉVISIONS PROVINCIALES

La croissance des exportations canadiennes de marchandises restera en panne en 2016. Les contractions de l'activité dans l'énergie et les engrais ainsi que dans les provinces exportatrices de métaux feront ombrage à l'élan positif affiché par les provinces abritant un secteur manufacturier plus important. En 2017, les exportateurs dans les filières de l'énergie de même que des métaux et des minerais seront de nouveau dans la course. La remontée progressive des cours pour ces produits de base favorisera des gains modestes de 3 % de la croissance des exportations canadiennes.

Le dynamisme des exportations s'atténuera en 2016 dans presque toutes les provinces riches en ressources énergétiques. Ainsi, les exportations de la **Saskatchewan** et de l'**Alberta** seront les plus durement éprouvées puisqu'elles accuseront des reculs de 15 % et de 10 %, respectivement, la Saskatchewan étant doublement pénalisée par l'affaissement des cours des engrais. En outre, l'atonie des cours sera à l'origine du repli des exportations de **Terre-Neuve-et-Labrador** et du **Nouveau-Brunswick**. Seule la **Colombie-Britannique**, où les exportations sont plus diversifiées, échappera à ce même sort et inscrira une croissance de 3 %.

En 2016, les exportateurs des provinces manufacturières et du Canada atlantique évoluant dans d'autres secteurs que l'énergie profiteront de perspectives plus éclatantes. L'**Ontario** caracolera en tête grâce à une croissance de 7 % tirée par l'ascension des volumes dans le secteur automobile et d'autres industries de fabrication. Par ailleurs, le dynamisme des exportations du **Québec** et du **Manitoba** se limitera au taux plus modeste de 1 %. En effet, l'élan de ces deux provinces sera réprimé par les cours en berne des métaux qui voilent les excellents résultats dans la fabrication de même que dans les produits chimiques et les plastiques. Pour leur part, les exportations de la **Nouvelle-Écosse** et de l'**Île-du-Prince-Édouard** profiteront des cours élevés du homard. Ces deux provinces des Maritimes dégageront en 2016 des gains à l'export de 3 % et 2 %, respectivement.

En 2017, les provinces riches en ressources énergétiques verront leur performance à l'export s'améliorer en phase avec le raffermissement des cours pétroliers. Terre-Neuve-et-Labrador mènera le bal à la faveur d'une croissance de 12 %, qui sera renforcée par une production minière accrue. Les exportations de l'Alberta suivront de près en affichant un essor de 10 % porté par l'ascension des cours du pétrole et du gaz naturel et une hausse de la production après les incendies de forêt de l'an dernier. En Saskatchewan, les filières de l'énergie et des engrais seront à l'origine d'un sursaut de 5 % des exportations. Les provinces abritant un imposant secteur forestier, soit le Nouveau-Brunswick et la Colombie-Britannique, devraient être à la traîne en raison d'une croissance à l'export d'à peine 3 % et 2 % respectivement, car il est probable que le gouvernement américain impose des droits de douane sur le bois d'œuvre.

L'Ontario devrait occuper la dernière place du classement provincial puisque la croissance des exportations y sera nulle en 2017, l'industrie automobile ne disposant pas de la capacité voulue pour augmenter ses exportations. Dans la belle province, le segment de la fabrication aéronautique donnera une impulsion supplémentaire de 3 % aux exportations. Parallèlement, les exportations très diversifiées du Manitoba monteront en cadence au rythme de 3 %, à la faveur de la vivacité de la demande adressée aux sous-secteurs des produits pharmaceutiques et des autobus. Les exportations de l'Île-du-Prince-Édouard seront aussi bien orientées (+6 %) grâce à la vigueur des ventes de produits pharmaceutiques et aéronautiques. Enfin, les exportations de la Nouvelle-Écosse resteront quasi stationnaires, vu l'absence de croissance dans l'agroalimentaire et les véhicules automobiles en 2017.

Tableau 4 : Prévisions des exportations canadiennes de marchandises, par province

PROVINCES	Part (en %) des exportations totales de la province		Prévisions des exportations (croissance en %)		
	G CAD 2015	2015	2015	2016 (p)	2017 (p)
Terre-Neuve-et-Labrador*	9,1	1,9	-30	-4	12
Île-du-Prince-Édouard	1,2	0,3	17	2	6
Nouvelle-Écosse	5,4	1,1	2	3	1
Nouveau-Brunswick	12,2	2,5	-6	-8	3
Québec	80,1	16,6	8	1	3
Ontario	197,0	40,9	11	7	0
Manitoba	13,7	2,8	2	1	3
Saskatchewan	32,6	6,8	-7	-15	5
Alberta	92,4	19,2	-24	-10	10
Colombie-Britannique	36,0	7,5	1	3	2
Territoires	2,0	0,4	-11	-30	18
Total des exportations de biens	481,7	100,0	-2	0	3

Sources : Statistique Canada, Services économiques d'EDC

*T-N-et-L comprend les estimations d'EDC pour les exportations de pétrole brut (*donnée exclue du total national de Statistique Canada).



Pour la version intégrale des Prévisions à l'exportation – Automne 2016, visitez le

www.edc.ca/pre

EDC est propriétaire de marques de commerce et de marques officielles. Toute utilisation d'une marque de commerce ou d'une marque officielle d'EDC sans sa permission écrite est strictement interdite. Toutes les autres marques de commerce figurant dans ce document appartiennent à leurs propriétaires respectifs. Les renseignements présentés peuvent être modifiés sans préavis. EDC n'assume aucune responsabilité en cas d'inexactitudes dans le présent document. © Exportation et développement Canada, 2016. Tous droits réservés.

Canada

EDC

Un monde d'opportunités à saisir